

MICHEL SIDIBÉ : L'UNIVERSALITÉ DE L'ACCÈS AUX SOINS

Sophie Malibeaux, *Radio France Internationale*

Michel Sidibé quand vous observez la situation en Europe, la situation politique, certains pays avec des restrictions supplémentaires pour les étrangers, pour leur accès à la santé, est-ce que, est-ce que ça éveille des craintes chez vous ?

Michel Sidibé, *directeur exécutif ONUSIDA*

Bien sûr ! Moi je pense que c'est pratiquement impossible de vivre de façon isolée aujourd'hui. On est dans un monde, qu'on le veuille ou non, globalisé, mondialisé. Un monde où il y a un mouvement de population extraordinaire. On a pratiquement un milliard de migrants, une personne sur sept qui migre. On ne peut plus continuer à croire qu'on va pouvoir vivre avec nos murs autour de nous. Mais ce qui m'inquiète c'est, comme je le disais, la santé. Ne pas pouvoir avoir une redistribution des opportunités pour donner la chance à tout le monde crée des problèmes additionnels. Cent cinquante millions de personnes qui tombent dans la pauvreté chaque année.

Sophie Malibeaux

Mais vous pensez qu'un pays comme la France est concerné justement ? Vous avez des craintes par rapport au système de santé ? En France même ? Et l'accès des étrangers à ce système ?

Michel Sidibé

Vous voyez, il y a plusieurs problèmes qui m'inquiètent énormément. D'abord, un. Lorsque vous avez une recherche sur un produit nouveau. Prenons par exemple le médicament du cancer contre la... du cancer de la peau : cent mille euros ! Où est-ce qu'un Malien vivant à Tombouctou aura la chance d'avoir accès à ce traitement-là ? C'est impossible ! Donc moi je ne crois pas que la propriété intellectuelle doit conduire à l'exclusion.

Philippe Dessaint, *TV5MONDE*

Et il faut que les brevets passent dans le domaine public plus rapidement ?

Michel Sidibé

Il faut qu'on arrive à faire des médicaments, certains médicaments, des biens publics mondiaux. C'est ce qui s'est passé dans la lutte contre le sida. Je le disais. On n'aurait pas pu mettre dix-huit millions de personnes sous traitement aujourd'hui.

Philippe Dessaint

Bien sûr... est-ce qu'il y a encore aujourd'hui, Michel Sidibé, puisque les États-Unis y ont renoncé, est-ce qu'il y a encore des pays qui mettent au fond des barrières ou des filtres à la migration, à l'arrivée sur leur territoire de porteurs du virus ?

Michel Sidibé

Ah oui. Malheureusement, on avait, quand j'ai pris cette position, on avait plus de soixante-dix pays. Aujourd'hui, on a peut-être trente-trois pays. On avait la Chine, on avait les États-Unis et on a encore trente-trois pays qui refusent l'entrée sur leur territoire des personnes vivant avec le VIH. Et je crois que ce sont ces exclusions-là qui ne sont pas acceptables parce que, qu'on le veuille ou non, à partir du moment où on a des mauvaises lois, on fait en sorte que ces personnes se cachent, que ces personnes n'aient pas accès aux soins, que ces personnes soient exclues. Et quand vous avez aujourd'hui 44 %, je dis bien, 44 % des nouvelles infections qui se produisent chez des populations clés comme des personnes, des professionnels du sexe, des personnes qui s'injectent la drogue ou des hommes qui ont des relations sexuelles avec les hommes... Mais vous pouvez pas au nom d'une loi les exclure, leur dire qu'ils n'ont pas le droit aux médicaments qui pourraient leur permettre de vivre ! Et malheureusement, on assiste à cela ! J'ai dit 45 % !

Sophie Malibeaux

Par exemple, le cas de la Russie. Prenons le cas précis de la Russie.

Michel Sidibé

Oui.

Sophie Malibeaux

On parle d'une augmentation des infections de 10 % par an.

Michel Sidibé

Oui.

Sophie Malibeaux

C'est énorme et je crois que c'est surtout le cas des toxicomanes. Le problème est chez les toxicomanes. Le régime, enfin Vladimir Poutine, estime qu'il s'agit de propagande. Comment... ?

Michel Sidibé

Mais c'est pas, c'est pas de la propagande parce que je veux dire que, pour la première fois, la Russie vient de reconnaître que nos données sont des données valables, vu que l'ancien ministre des Finances Koudrine vient de faire un tweet en disant qu'il fallait arrêter les infections et que la Russie pouvait éliminer complètement la transmission. Mais le vrai problème, c'est que les lois qui existent ne permettent pas aux personnes qui s'injectent la drogue d'avoir accès aux traitements qui existent, c'est-à-dire la méthadone, que ça soit tous les traitements de prévention des risques. Donc ces personnes se cachent et continuent à transmettre l'épidémie. Et ça, il faut avoir un débat sérieux sur toutes ces questions d'exclusion. Et je vois ça aussi, que ça soit... Bien sûr, je me suis indigné de voir que, même en France un pays aussi évolué, qu'on ait décidé de retirer des affiches qui montraient bien sûr des personnes gays. Mais je crois que, il faut reconnaître lorsque vous avez 6 000 nouvelles infections en France aujourd'hui, que vous avez 30 000 personnes infectées, mais qui ne sont pas dans les services de soins, et que vous avez 40 % de personnes gays, il faut les informer. Il faut pas, il faut de la compassion, il faut pas de la haine ! Il faut pas...

Philippe Dessaint

Il y a encore une discrimination ? Il y a encore bien sûr encore des discriminations dans tous les pays autour de ces questions ou est-ce que culturellement vous voyez quand même des progrès ?

Michel Sidibé

Moi je pense qu'il y a des progrès parce qu'il y a le débat sur la sexualité qui s'ouvre, mais il reste quand même qu'on a plus de 78 pays avec des lois homophobes

Sophie Malibeaux

Vous pensez qu'il y a un lien direct, vous faites un lien direct entre la pénalisation de l'homosexualité et le manque d'informations sur la maladie et le manque de moyens pour se prémunir contre le sida ?

Michel Sidibé

Bien sûr ! Chaque fois que, on n'est pas informé, chaque fois qu'on n'a pas l'accès à la bonne information, on est exposé à des risques. Et malheureusement vous allez voir que ça soit en Europe, que ça soit aux États-Unis, de Baltimore à certainement à Bamako, les personnes les moins informées sont les personnes qui sont les plus exposées, particulièrement les personnes gays. Les jeunes gays où il y a une complaisance, où ils ne se protègent plus.

Sophie Malibeaux

Dans votre rôle, quand vous rencontrez un chef d'État, dont le pays justement pratique la pénalisation de l'homosexualité, qu'est-ce que vous dites ?

Michel Sidibé

Moi je leur dis qu'il n'y a pas de sous-catégorie de population, il n'y a pas un Malien qui soit plus digne d'avoir accès aux services qui lui permettraient de rester en vie qu'un autre Malien. Donc le combat pour moi, c'est l'universalité de l'accès aux soins.

Sophie Malibeaux

Oui, mais est-ce que... ?

Michel Sidibé

Et cette universalité, elle doit se faire au nom des droits humains et on ne doit pas exclure quelqu'un. Maintenant le débat qu'on peut mener sur l'homosexualité ou la drogue, c'est un autre débat. Moi, à mon niveau, en tant que responsable de santé publique, je ne veux pas que la morale impose des lois.